

DEBAT

Thierry DE MONTBRIAL

Nous avons quelques minutes pour la discussion. Vous me permettrez non pas de prendre dix minutes à mon tour, mais de vous faire une observation sur la question qui m'a été parfois posée : qu'est-ce qui, moi, m'a frappé le plus ces trois derniers jours ?

Je vous le dirai de façon très simple. C'est le contraste entre d'un côté les perspectives abyssales de la technologie qui ouvre des possibilités fantastiques, diaboliques à certains égards mais également extraordinairement positives, et de l'autre l'impuissance face typiquement aux grands problèmes du climat.

De ce point de vue, je crois que la session avec Laurent Fabius et Patrick Pouyanné était assez révélatrice : c'était un peu un dialogue de sourds, d'une certaine manière, même s'ils se comprenaient fort bien en un certain sens. C'est très facile de dire « *y a qu'à* », « *faut qu'on* », « *il faut faire ceci* », etc., le problème c'est que l'on ne sait pas le faire. Le problème est que l'humanité n'a pas l'expérience – on peut appeler cela « multilatéralisme », tout ce que l'on voudra –, mais on n'a pas la connaissance et la méthode pour traiter des problèmes de cette ampleur. Surtout lorsqu'ils impliquent des conséquences de très long terme que l'on n'évalue pas de façon précise.

Dire que la planète va se réchauffer de trois degrés par exemple dans les vingt prochaines années, peut-être même plus, cela ne dit pas grand-chose. Ce qui est important est de savoir comment ces trois degrés se répartissent. Certains pays vont en bénéficier, d'autres n'en bénéficieront pas. Pour certains cela va être catastrophique la montée des mers, beaucoup vont avoir des multiplications de tornades et de phénomènes singuliers, mais comme l'on ne sait pas exactement répartir les conséquences précises de cette montée climatique, la perception des différents pays, des différents Etats de leurs intérêts est extrêmement variable.

Et comme la politique c'est quand même, qu'on le veuille ou non, la préoccupation principale sur le court terme, surtout – il faut bien le dire – dans les démocraties libérales (c'est pour cela qu'elles sont si critiquées aujourd'hui), on se trouve dans une situation d'impuissance.

Je pense que l'une des œuvres, l'un des travaux majeurs auxquels nous devrions tous nous atteler, c'est-à-dire les intellectuels mais également les praticiens de la diplomatie qui ont une expérience chevronnée de la diplomatie, c'est de voir comment on peut élaborer de nouvelles méthodes aussi de négociation, et pour que les résultats de ces négociations aussi soient respectés. La COP 21 était un grand succès en un certain sens, mais que vaut un accord qui est tellement vague en définitive et qui ne prévoit aucune espèce de sanction par ailleurs pour ceux qui ne le respectent pas ?

Je suis en train d'essayer de dire que tirer les sonnettes d'alarme, nous le faisons tous, mais ayant dit cela, on n'a rien dit. La question est : comment s'y prend-on ? Je suis en train d'essayer de vous dire que l'on ne sait pas comment s'y prendre et qu'il faut donc apprendre de nouvelles méthodes tout en bénéficiant évidemment de l'héritage multiséculaire de la diplomatie, pour reprendre l'expression d'Assia, de la sagesse des Nations.

Maintenant, nous avons quelques minutes et je passerai la parole à Jean-Claude Gruffat. Vous avez compris qu'il est américain, mais d'origine française.

Jean-Claude Gruffat

Je voudrais d'abord remercier Thierry, remercier toute l'équipe. J'ai assisté à un peu plus de la moitié de la WPC, j'étais à Evian, c'est un moment extraordinaire. Quand je vois les progrès accomplis, tout cela tient évidemment au travail fait par les organisateurs mais également à la qualité des personnes associées au fil des années. C'est très bien de reconnaître les anciens mais je crois qu'il faut aussi se féliciter d'avoir maintenant des éléments plus jeunes,

une plus grande diversité géographique, une plus grande diversité d'hommes et de femmes. Je trouve que tout cela est remarquable et je voulais t'en remercier et t'en féliciter. Premier point.

Le deuxième point : je voudrais revenir sur ce que tu viens de dire à propos du débat sur l'environnement que j'ai trouvé effectivement fascinant. Mais il y a une chose que j'ai retenue de ce débat : deux dates. L'un parle de 2050 et l'autre parle de 2025 ou 2030, je ne sais plus exactement. Nous voyons bien la différence entre le politique et le praticien. Le praticien est prêt à s'engager sur des objectifs, il l'a dit d'ailleurs pratiquement verbatim : « *Je suis prêt à m'engager sur des objectifs que je sais réalistes et atteignables.* » Mais un chef d'entreprise responsable d'une grande entreprise responsable comme Total, il est normal qu'il s'engage sur un horizon temps qu'il peut maîtriser.

Et la grande faiblesse de l'accord de Paris, c'est que l'on est aux calendes grecques et on n'a pas de moyens concrets d'y arriver. On se dit que c'est en 2050, on va être vertueux, on va dire : « *En 2050 on sera compatibles, on sera conformes.* » Et en fait, on n'a strictement aucune idée. C'est tellement loin ! Vous savez, quand j'ai commencé ma carrière de banquier, on m'a dit : « *Il faut faire des prêts à long terme, on ne sera jamais là pour savoir si on les remboursera.* » C'est un peu la même philosophie, je crois. Je ne voudrais pas être pessimiste mais j'ai été un peu frustré par cela.

Thierry de Montbrial

Il faut être lucides. Je te signale quand même qu'entre 2025 et 2050 il y a 2024, et que 2024 est une date très importante car ce sera le centième anniversaire de la République populaire de Chine. Les Chinois ont en tête cette date extrêmement précise. Ce n'est pas 2050, c'est moins une.

Josef Maïla

Merci beaucoup. Thierry.

A mon tour, je voudrais me faire peut-être le porte-parole de tout le monde : tout le monde te félicitera pour cette excellente conférence qui a permis deux choses.

La première est de poser globalement le problème de la globalité. La globalisation du monde nous entraîne sur trois questions qui ont été abordées : l'économique et l'environnemental, le technologique et le cybernétique, et la question du stratégique et de l'antagonique. C'est un premier point et il me semble extrêmement important. Nous avons pris le pouls du monde et la mesure des problèmes qui se posent.

La deuxième remarque que je voudrais faire rejoint tout à fait celles que tu as faites, mais je ne parlerai pas d'impuissance. Je dirais que nous sommes aujourd'hui dans l'âge du découplage entre l'utilitaire et le politique. Nous avons toujours appris, y compris à nos étudiants, que la politique c'était l'art de la résolution des questions que se pose la cité. Moi, c'est un Karl Marx technologique qui me revient à l'esprit : il disait que l'humanité ne se pose jamais que les questions qu'elle peut résoudre. Effectivement, nous sommes aujourd'hui au pied du mur.

Donc impuissance, oui, mais momentanée. Ce découplage en cette déshumanisation des problèmes où véritablement l'humain n'est plus là : nous gérons des problèmes comme si nous étions observés, comme un entomologiste observe les fourmis sous son microscope. Il faut que nous en sortions, mais tu nous as donné la piste car l'idée est de consacrer la prochaine World Policy Conference à l'âge de la réponse. Nous sommes dans l'âge des problèmes ou des questions, il faut passer à l'âge des réponses.

Trois remarques extrêmement claires et pas de question a priori sur les conséquences que l'on peut tirer d'une conférence comme celle-là. Notamment : quelles sont les réponses que nous pourrions apporter ? La première : en écoutant notamment Monsieur Muniz – je prononce votre nom comme il faut j'espère –, c'est de me dire qu'au fond, les problèmes de la globalisation sont en train de devenir les problèmes de la petite localisation. Tous les grands problèmes aujourd'hui, qu'ils soient climatiques, qu'ils soient des inégalités signalées par l'ancien Maire de Rabat, nous les vivons. C'est le problème des Gilets jaunes. Mona Markam Ebeid a parlé de la question de l'Égypte, c'est la question aussi de l'Égypte.

Qu'est-ce qui se passe ? Nous pouvons revenir à une configuration du Moyen Age, c'est-à-dire où les cités étaient en train de se créer et autour il y avait du désert. C'est le problème de Johannesburg, c'est le problème du Caire, c'est le problème de Paris d'une certaine manière. Tout le monde vit dans la cité et ce monde de la cité-ville délite le lien du politique. Parce que tout le monde va là où il y a les hôpitaux, les écoles, etc. On fait le vide autour mais on ne voit pas que c'est la citoyenneté qui est atteinte, et pas seulement la dissémination dans l'espace géopolitique ou géonational des questions qui se posent.

Le second : en termes de géopolitique, bien sûr il y a des tensions, elles resteront, mais est-ce que nous ne sommes pas en train de sortir de l'âge des systèmes de solidarité collective pour entrer de nouveau dans l'ère des relations ou des alliances bilatérales ? Quand le système international se délite, quelle est la tentation ? Quand l'Amérique ne couvre plus, c'est de se dire : « *Moi je vais faire affaire avec le premier qui est à côté de moi.* » Donc les Anglais, s'il y a Brexit, feront affaire avec, je ne sais pas, avec les Américains. Nous, nous ferons affaire avec les Allemands, etc. Donc le retour des alliances.

Et le troisième point, pourquoi – en passant à l'âge des réponses, c'est toi qui nous tends la perche – on ne passerait pas à l'idée : comment négocier, qu'est-ce qu'une médiation, comment traiter les problèmes ? Il y a un problème immense aujourd'hui que nous n'avons pas traité malheureusement, c'est le problème du Yémen.

Thierry de Montbrial

Nous arrivons au moment où il faut conclure. Je voudrais inviter celles et ceux qui n'auraient pu ou voulu s'exprimer à nous envoyer, n'hésitez pas, par écrit, des remarques, des suggestions, des propositions. On peut faire un peu de *bottom up* – je parle anglais quand même –, et ça nous sera très utile.